

HOOFDSTUK 6. — *Commissie voor erkenning en ondersteuning van de agentschappen voor stadscentrumontwikkeling*

**Art. 18.** § 1. De Minister benoemt de leden van de Commissie. Hij stelt, op voorstel van de Commissie, de essentiële regels vast voor de werking van de Commissie.

§ 2. Het secretariaat van de Commissie wordt verzorgd door de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek.

HOOFDSTUK 7. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 19.** Artikel 3, lid 2, van dit besluit is niet van toepassing op de directeurs van de verenigingen voor stadscentrumbeheer die in 2022 een subsidie hebben ontvangen in het kader van het proefproject "Waals actieplan voor stadscentrumbeheer en het scheppen van nieuwe werkgelegenheidsbronnen" dat in 1997 van start is gegaan en dat reeds was aangevat op het ogenblik van de inwerkingtreding van het decreet.

**Art. 20.** § 1. In afwijking van de artikelen 9 en 10 wordt aan de agentschappen voor stadcentrumontwikkeling bedoeld in artikel 21 van het decreet door de Minister een jaarlijkse subsidie van 65.000 euro toegekend.

§ 2. De artikelen 11 en 12 zijn van toepassing op deze subsidie.

**Art. 21.** Als een agentschap voor stadscentrumontwikkeling zijn gewestelijke financiering ziet dalen wanneer het een erkenning krijgt, in vergelijking met wat het ontving als een vereniging voor stadscentrumbeheer die in 2022 een subsidie kreeg in het kader van het proefproject dat in 1997 werd opgestart onder de naam "Waals actieplan voor stadscentrumbeheer en het scheppen van nieuwe werkgelegenheidsbronnen", zal het verlies aan gewestelijke financiering worden uitgevlakt over een periode van vijf jaar vanaf de datum van de eerste erkenning die krachtens het decreet wordt verleend.

**Art. 22.** In afwijking van artikel 4, § 2, tweede lid, kan een vereniging die haar erkenning in 2024 wil laten ingaan, haar erkenningsaanvraag indienen tot 30 april 2024.

In afwijking van artikel 5, § 4, eerste lid, beslist de Minister, indien de erkenningsaanvraag wordt ingediend in de loop van 2023 of uiterlijk op 30 april 2024, uiterlijk op 30 november 2024 over de erkenningsaanvraag.

In afwijking van artikel 5, § 4, tweede lid, treedt de erkenningsaanvraag in het in het tweede lid bedoelde geval in werking op 1 januari 2024.

**Art. 23.** De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 24.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2024.

Namen, 5 oktober 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,  
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/47348]

**12 OCTOBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 octobre 2016 relatif aux trains de véhicules plus longs et plus lourds (VLL ou écocombis) dans le cadre de projets-pilotes**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 26 mai 2016 relatif aux trains de véhicules plus longs et plus lourds (VLL ou écocombis) dans le cadre de projets-pilotes, l'article 1<sup>er</sup>, §§ 5 et 6 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 octobre 2016 relatif aux trains de véhicules plus longs et plus lourds (VLL ou écocombis) dans le cadre de projets-pilotes ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 octobre 2022 ;

Vu le rapport du 3 octobre 2022 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2104 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques ;

Vu la communication à la Commission européenne, le 21 février 2023, en application de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, de la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information ;

Vu l'avis 72.678/4 du Conseil d'État, donné le 11 janvier 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 octobre 2016 relatif aux trains de véhicules plus longs et plus lourds (VLL ou écocombis) dans le cadre de projets-pilotes, le 3<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

" 3<sup>o</sup> l'administration : la Direction de la Réglementation de la Sécurité routière et du Contrôle routier du département de la Réglementation et de la Régulation des Transports du Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures ; ».

**Art. 2.** L'article 3 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

“ Art. 3. § 1<sup>er</sup>. Le conducteur d'un VLL :

1° possède une attestation d'aptitude pour la conduite d'un VLL ;

2° a au moins cinq ans d'expérience dans la conduite d'une combinaison d'un véhicule tractant et d'une remorque pour laquelle un permis de conduire C+E est requis ;

3° n'a pas été déchu du droit de conduire un véhicule à moteur à titre de peine principale pendant plus de quinze jours au cours des trois dernières années ;

4° comprend et s'exprime dans au moins une des trois langues nationales.

§ 2. La circulation de trains de véhicules plus longs et plus lourds est interdite lorsque l'Institut royal météorologique annonce :

1° des conditions glissantes ou de brouillard dont le code est orange ou rouge ;

2° des conditions de vent, de pluie ou d'orage dont le code est rouge.

§ 3. Lorsque les conditions visées au paragraphe 2 apparaissent en cours de transport ou lorsque l'itinéraire autorisé ne peut être suivi en raison d'un incident ou d'un obstacle, le conducteur procède, afin de poursuivre son trajet, au désassemblage du train de véhicules à un endroit qui le permet, sans compromettre la sécurité des autres usagers de la route.

§ 4. Les paragraphes 2 et 3 s'appliquent sans préjudice des prescriptions de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique. ».

**Art. 3.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 3/1 rédigé comme suit :

“ Art. 3/1. Le conducteur obtient l'attestation d'aptitude visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1°, s'il a suivi une formation et réussi un examen. Le ministre détermine les modalités relatives au contenu de la formation théorique et pratique et à l'organisation de l'examen.

Le formateur VLL transmet les résultats de l'examen à l'administration dans un délai de cinq jours à partir de la date à laquelle le conducteur a présenté l'examen. L'administration délivre une attestation d'aptitude, dont le ministre détermine le modèle, dans un délai de quatorze jours à partir de la date à laquelle le conducteur a présenté l'examen.

L'attestation d'aptitude est valable indéfiniment. ».

**Art. 4.** Dans le même arrêté, l'annexe 1<sup>re</sup> est remplacée par l'annexe 1<sup>re</sup> jointe au présent arrêté.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 6.** Le Ministre qui a la mobilité dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 octobre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

---

## Annexe 1

**« Annexe 1<sup>ère</sup> à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 octobre 2016 relatif aux trains de véhicules plus longs et plus lourds (VLL ou écomobis) dans le cadre de projets-pilotes****1. Cabine**

Le véhicule tracteur a une conduite à gauche.

**2. Masse**

La masse maximale du train de véhicules est portée à soixante tonnes pour autant que le procès-verbal d'agrément du véhicule tracteur mentionne une telle masse du train.

Dans le cas d'une combinaison de véhicules se composant d'un véhicule à moteur, d'une première remorque ou semi-remorque et d'une deuxième remorque, la masse de la combinaison du camion et de la première remorque correspond aux masses maximales visées à l'article 32*bis* du règlement technique des véhicules automobiles.

Par dérogation à l'article 32*bis*, 1.4.1.2 du règlement technique, la masse mesurée sous les essieux moteurs d'un VLL doit toujours s'élever à au moins 1/5e de la masse totale en charge du VLL.

**3. Catégorie des éléments et moteur**

Les tracteurs de remorques ou de semi-remorques sont de la catégorie N3 telle que définie à l'article 4 du Règlement (UE) 2018/858, sont couverts par une réception UE ou nationale délivré par un État membre de l'Union européenne et satisfont à la norme européenne d'émissions minimale EURO VI.

Le moteur a une puissance minimale de cinq kW par tonne.

Les remorques et semi-remorques sont des véhicules de la catégorie O3 ou O4 telles que définies à l'article 4 du Règlement (UE) 2018/858 et sont couverts par une réception UE ou nationale délivré par un État membre de l'Union européenne.

L'usage du régulateur de vitesse est interdit, sauf s'il s'agit d'un régulateur de vitesse adaptatif.

**4. Assemblage**

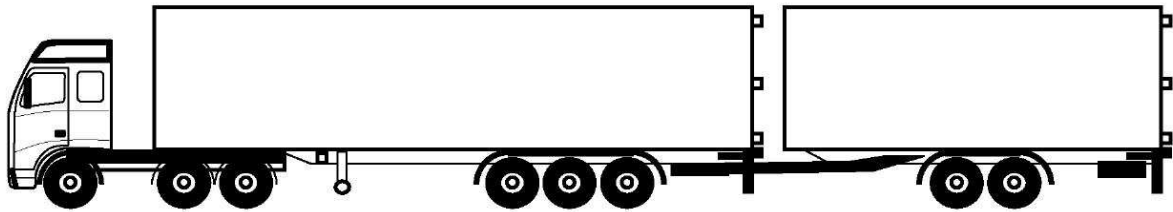
Un procès-verbal d'essais ou un certificat concernant l'installation du dispositif d'attelage, délivré par un laboratoire technique agréé, assurant sa conformité avec le règlement N°55 CEE-ONU, est présenté pour certifier que les valeurs caractéristiques des dispositifs d'attelage sont suffisantes pour le train de véhicules en question.

Les véhicules provenant du train routier peuvent être utilisés séparément dans les combinaisons normalement autorisées.

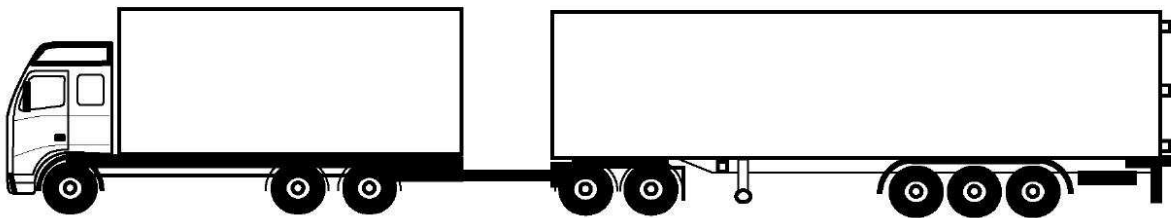
**5. Combinaisons de véhicules possibles et configurations d'essieux autorisées.**

Seules les combinaisons suivantes peuvent être utilisées :

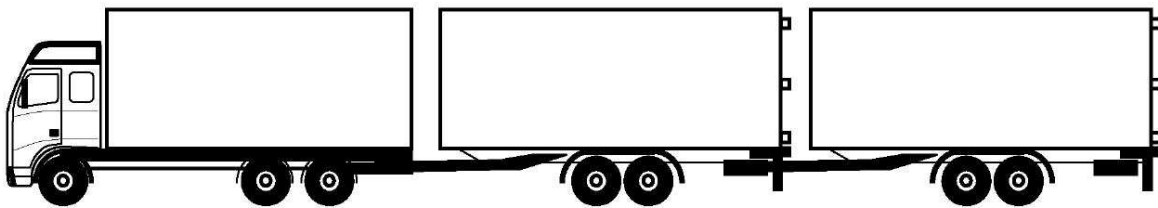
1° tracteur - semi-remorque – remorque ;



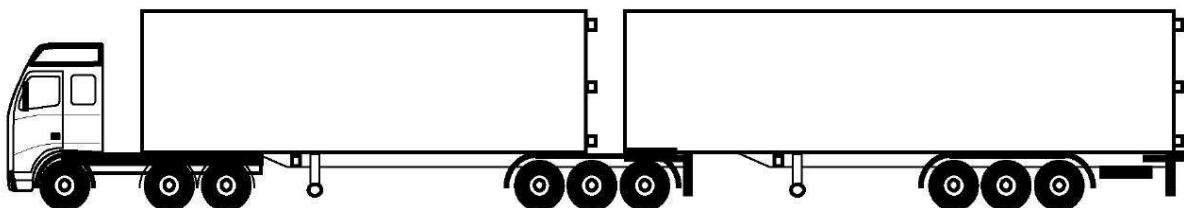
2° camion - dolly - semi-remorque;



3° camion - remorque - remorque;



4° tracteur - semi-remorque - semi-remorque



## 6. Chargement

L'espace total réservé au chargement mesure au moins dix-huit mètres de long.

Le transport par VLL est interdit pour :

- 1° le transport de marchandises dangereuses, visé par l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR), fait à Genève le 30 septembre 1957 ;
- 2° le transport de citernes pouvant transporter plus de mille litres ;
- 3° le transport d'animaux vivants ;
- 4° le transport de conteneurs de quarante-cinq pieds ;
- 5° le transport des objets indivisibles au sens de la réglementation en matière de circulation routière des véhicules exceptionnels.

## 7. Marquages

Le train routier est équipé de marquages rétro-réfléchissants selon les prescriptions de l'article 28, § 5 du règlement technique des véhicules automobiles.

Il est aussi équipé des dispositifs complémentaires de signalisation arrière tels que prévus par l'article 28, § 4 du règlement technique des véhicules automobiles.

L'installation des dispositifs d'éclairage et de signalisation lumineuse est réalisée selon les prescriptions du règlement n° 48 ECE.

En outre, le marquage suivant figure obligatoirement à l'arrière du VLL :



Le panneau de signalisation tient compte des spécifications suivantes :

- Il a une dimension de 1130 mm x 200 mm (+/-5 mm) ;
- Il mentionne dans le pictogramme le texte « EXTRA LONG » ;
- Il a les lettres dans la police de caractère Helvetica neue.

Ou



Les panneaux de signalisation tiennent compte des spécifications suivantes :

- Ils ont chacun une dimension de 565 mm x 200 mm (+/-5 mm) ;
- Ils mentionnent dans le pictogramme le texte « EXTRA LONG » ;
- Ils ont les lettres inscrites dans la police de caractère Helvetica neue.

Le marquage est réalisé avec une surface jaune rétro-réfléchissante de classe 2 au moins, comme visé au règlement CEE/ONU n° 70, et d'une bordure rouge rétro-réfléchissante de 40 mm (+/-1 mm).

## 8. Manœuvrabilité et inscription en courbe

Un procès-verbal d'essais ou un certificat en vue d'attester de la manœuvrabilité et de l'inscription en courbe, délivré par un laboratoire technique agréé ou par le constructeur, est présenté à la première demande à l'administration.

## 9. Consommation de carburant

Le train routier est équipé d'un compteur de consommation ou d'un ordinateur de bord qui permet de mesurer la consommation de carburant au dixième de litre près.

## 10. Compteur de charge

Le train de véhicules est équipé d'un dispositif embarqué de capteurs offrant une précision de cent kilogrammes indiquant la masse en charge du véhicule et la charge de chaque essieu. Le compteur de charge est lu tant dans la cabine du conducteur qu'à l'extérieur des véhicules. ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 octobre 2023 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 octobre 2016 relatif aux trains de véhicules plus longs et plus lourds (VLL ou écocombis) dans le cadre de projets-pilotes.

Namur, le 12 octobre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2023/47348]

**12. OKTOBER 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Oktober 2016 bezüglich der Züge mit längeren und schwereren Fahrzeugen (VLL oder Ecocombis) im Rahmen von Pilotprojekten**

Die Wallonische Regierung,

Gestützt auf das Dekret vom 26. Mai 2016 über Züge mit längeren und schwereren Fahrzeugen (VLL oder Ecocombi) im Rahmen von Pilotprojekten, Artikel 1, Absätze 5 und 6;

- Gestützt auf den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Oktober 2016 bezüglich der Züge mit längeren und schwereren Fahrzeugen (VLL oder Ecocombis) im Rahmen von Pilotprojekten.

Aufgrund der am 26. Oktober 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Gestützt auf den Bericht vom 3. Oktober 2022, der gemäß Artikel 3, 2°, des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Gestützt auf die Mitteilung an die Europäische Kommission vom 21. Februar 2023 gemäß Artikel 5 Absatz 1 der Richtlinie (EU) 2015/1535 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. September 2015 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft;

Aufgrund der Stellungnahme 72.678/4 des Staatsrats, die am 1. Januar 2023 gemäß Artikel 84, Absatz 1, Unterabsatz 1, 2° der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973, abgegeben wurde;

Auf Vorschlag des Ministers für Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Oktober 2016 über Züge mit längeren und schwereren Fahrzeugen (VLL oder Ecocombis) im Rahmen von Pilotprojekten wird 3° durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„3° Die Verwaltung: die Direktion für die Regelung der Straßenverkehrssicherheit und Straßenkontrolle der Abteilung für Verkehrsregelung und -regulierung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen.“

**Art. 2** - Artikel 3 desselben Erlasses wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Art. 3. Absatz 1. Der Fahrer eines VLL:

1° besitzt eine Bescheinigung über die Befähigung zum Führen eines VLL;

2° hat mindestens fünf Jahre Erfahrung im Führen einer Kombination aus Zugfahrzeug und Anhänger, für die ein Führerschein der Klasse C+E erforderlich ist;

3° büßte in den letzten drei Jahren als Hauptstrafe nicht mehr als 15 Tage lang das Recht ein, ein Kraftfahrzeug zu führen;

4° versteht mindestens eine der drei Landessprachen und kann sich in ihr ausdrücken.

Absatz 2. Der Verkehr von Zügen mit längeren und schwereren Fahrzeugen ist verboten, wenn das Königliche Meteorologische Institut meldet:

1° Glätte oder neblige Bedingungen mit dem Code Orange oder Rot;

2° Wind-, Regen- oder Gewitterbedingungen mit dem Code Rot.

Absatz 3. Wenn die in Absatz 2 genannten Bedingungen während der Beförderung auftreten oder wenn die genehmigte Route aufgrund eines Zwischenfalls oder eines Hindernisses nicht eingehalten werden kann, nimmt der Fahrer zur Fortsetzung der Fahrt die Zerlegung des Fahrzeugzuges an einer Stelle vor, die dies ermöglicht, ohne die Sicherheit der anderen Verkehrsteilnehmer zu gefährden.

Absatz 4. Die Absätze 2 und 3 gelten unbeschadet der Vorschriften des königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1975 über die allgemeine Regelung der Straßenverkehrspolizei und der Nutzung der öffentlichen Straße.“

**Art. 3** - In demselben Erlass wird ein Artikel 3/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. 3/1. Der Fahrer erhält die in Artikel 3, Absatz 1, 1° genannte Befähigungsbescheinigung, wenn er an einer Ausbildung teilgenommen und eine Prüfung bestanden hat. Der Minister legt die Modalitäten bezüglich des Inhalts der theoretischen und praktischen Ausbildung und der Organisation der Prüfung fest.

Der VLL-Ausbilder übermittelt der Verwaltung die Ergebnisse der Prüfung innerhalb von fünf Tagen ab dem Tag, an dem der Fahrer die Prüfung abgelegt hat. Die Verwaltung stellt innerhalb von vierzehn Tagen ab dem Tag, an dem der Fahrer die Prüfung abgelegt hat, eine Befähigungsbescheinigung aus, deren Muster der Minister festlegt.

Der Befähigungsnachweis ist unbegrenzt gültig.“

**Art. 4** - In demselben Erlass wird Anhang 1 durch den diesem Erlass beigefügten Anhang 1 ersetzt.

**Art. 5** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 6** - Der für Mobilität zuständige Minister ist für die Ausführung dieses Erlasses verantwortlich.

Namur, den 12. Oktober 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY



## Anlage 1

### **„Anhang 1 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Oktober 2016 bezüglich der Züge mit längeren und schwereren Fahrzeugen (VLL oder Ecocombis) im Rahmen von Pilotprojekten.**

#### **1. Kabine**

Das Zugfahrzeug ist ein Linkslenker.

#### **2. Masse**

Die Höchstmasse des Fahrzeugzuges wird auf sechzig Tonnen erhöht, sofern im Zulassungsprotokoll des Zugfahrzeugs eine solche Zugmasse angegeben ist.

Bei einer Fahrzeugkombination, die aus einem Kraftfahrzeug, einem ersten Anhänger oder Sattelanhänger und einem zweiten Anhänger besteht, entspricht die Masse der Kombination aus dem Lastkraftwagen und dem ersten Anhänger den in Artikel 32*bis* der technischen Regelung für Kraftfahrzeuge genannten Höchstmassen.

Abweichend von Artikel 32*bis*, 1.4.1.2 der technischen Regelung muss die unter den Antriebsachsen eines VLL gemessene Masse immer mindestens 1/5 der Gesamtmasse des beladenen VLL betragen.

#### **3. Kategorie der Elemente und Motor**

Zugmaschinen von Anhängern oder Sattelanhängern gehören der Klasse N3 gemäß der Definition in Artikel 4 der Verordnung (EU) 2018/858 an, verfügen über eine EU-Typgenehmigung oder eine nationale Typgenehmigung, die von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union ausgestellt wurde, und erfüllen die europäische Mindestemissionsnorm EURO VI.

Der Motor hat eine Mindestleistung von fünf kW pro Tonne.

Anhänger und Sattelanhänger sind Fahrzeuge der Klasse O3 oder O4 gemäß der Definition in Artikel 4 der Verordnung (EU) 2018/858 und verfügen über eine EU-Typgenehmigung oder eine nationale Typgenehmigung, die von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union ausgestellt wurde.

Die Verwendung des Geschwindigkeitsreglers ist verboten, es sei denn, es handelt sich um einen adaptiven Geschwindigkeitsregler.

#### **4. Zusammenstellung**

Es ist ein Prüfbericht oder eine Bescheinigung über den Einbau der Anhängervorrichtung vorzulegen, die von einem zugelassenen technischen Labor ausgestellt wurde, das die Übereinstimmung mit der UN/ECE-Regelung Nr. 55 sicherstellt, um zu bescheinigen, dass die Kennwerte der Anhängervorrichtungen für den betreffenden Fahrzeugzug ausreichend sind.

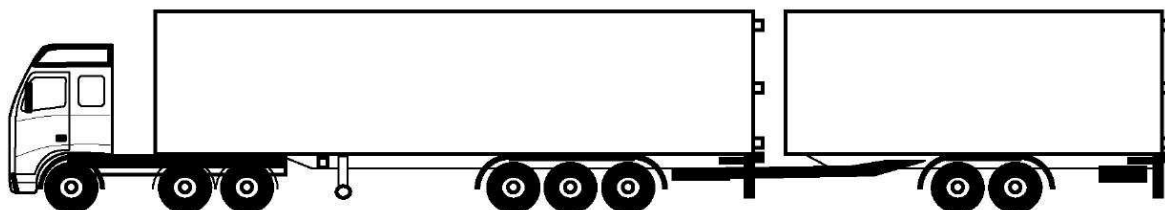
Fahrzeuge aus dem Lastzug können separat in den normalerweise zulässigen Kombinationen verwendet werden.

#### **5. Mögliche Fahrzeugkombinationen und zulässige Achskonfigurationen.**

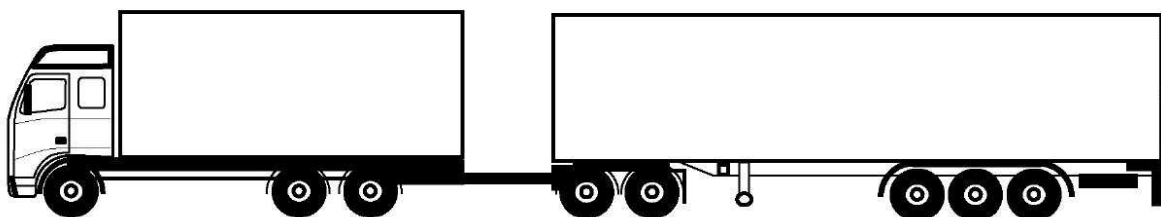
Es dürfen nur die folgenden Kombinationen verwendet werden:



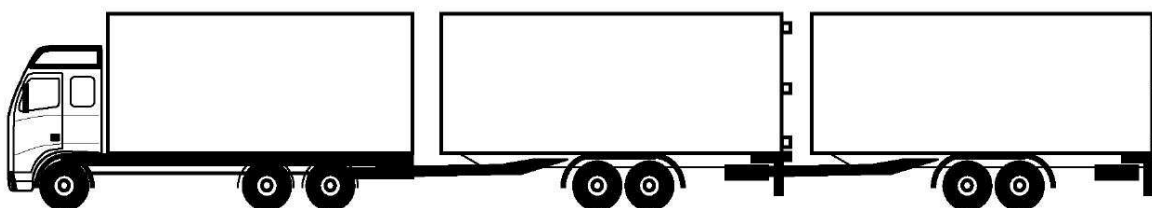
1° Zugmaschine - Sattelauflieger - Anhänger;



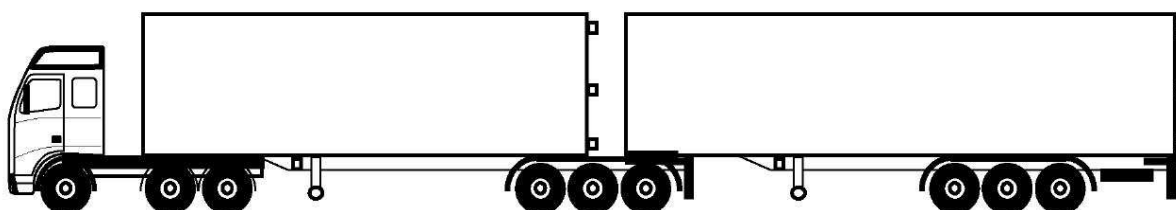
2° Lkw - Dolly - Sattelauflieger;



3° Lkw - Anhänger - Anhänger;



4° Zugmaschine - Sattelauflieger - Sattelauflieger



## 6. Beladung

Der gesamte Laderaum ist mindestens achtzehn Meter lang.

Der Transport per VLL ist verboten für:

1° die Beförderung gefährlicher Güter, die unter das Europäische Übereinkommen über die internationale Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße (ADR) fällt, das am 30. September 1957 in Genf geschlossen wurde;

2° die Beförderung von Tanks, die mehr als tausend Liter fassen;

3° den Transport von lebenden Tieren;

4° den Transport von Containern von fünfundvierzig Fuß;

5° den Transport von unteilbaren Gegenständen im Sinne der Straßenverkehrsordnung für außergewöhnliche Fahrzeuge.

### 7. Markierungen

Der Lastzug ist mit retroreflektierenden Markierungen nach den Vorschriften des Artikels 28, Absatz 5 der technischen Regelung für Kraftfahrzeuge ausgestattet.

Er ist außerdem mit den zusätzlichen hinteren Signaleinrichtungen ausgestattet, wie sie in Artikel 28, Absatz 4 der technischen Regelung für Kraftfahrzeuge vorgesehen sind.

Der Anbau der Beleuchtungs- und Lichtsignaleinrichtungen erfolgt nach den Vorschriften der Regelung Nr. 48 ECE.

Außerdem ist folgende Kennzeichnung am Heck des VLL vorgeschrieben:



Das Hinweisschild entspricht folgenden Spezifikationen:

- Es hat eine Abmessung von 1130 mm x 200 mm (+/-5 mm);
- Es enthält im Piktogramm den Text „EXTRA LONG“;
- Die Buchstaben sind in der Schriftart „Helvetica neue“ gehalten.

Oder



Die Hinweisschilder entsprechen folgenden Spezifikationen:

- Sie haben jeweils eine Abmessung von 1130 mm x 200 mm (+/-5 mm);
- Sie enthalten im Piktogramm den Text „EXTRA LONG“;
- Die Buchstaben sind in der Schriftart „Helvetica neue“ gehalten.

Die Kennzeichnung erfolgt mit einer gelben retroreflektierenden Fläche mindestens der Klasse 2 gemäß der UN/ECE-Regelung Nr. 70 und einem roten retroreflektierenden Rand von 40 mm (+/-1 mm).

### 8. Manövrierfähigkeit und Kurvenradius

Ein Prüfprotokoll oder ein Zertifikat zum Nachweis der Manövrierfähigkeit und des Kurvenradius, das von einem anerkannten technischen Labor oder vom Hersteller ausgestellt wird, ist der Behörde auf erste Anforderung vorzulegen.

### 9. Kraftstoffverbrauch

Der Lastzug ist mit einer Verbrauchsanzeige oder einem Bordcomputer ausgestattet, mit dem der Kraftstoffverbrauch auf den Zehntelliter genau gemessen werden kann.

### **10. Lastanzeige**

Der Fahrzeugzug ist mit einer fahrzeugseitigen Sensorik ausgestattet, die eine Genauigkeit von hundert Kilogramm bietet und die die Gesamtmasse des Fahrzeugs und die Belastung jeder Achse anzeigt. Die Lastanzeige wird sowohl in der Fahrerkabine als auch außerhalb der Fahrzeuge abgelesen.“

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Oktober 2023 zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Oktober 2016 bezüglich der Züge mit längeren und schwereren Fahrzeugen (VLL oder Ecocombis) im Rahmen von Pilotprojekten.

Namur, den 12. Oktober 2023.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/47348]

**12 OKTOBER 2023. — Besluit van de Waalse regering tot wijziging van het besluit van de Waalse regering van 20 oktober 2016 inzake treinen met langere en zwaardere voertuigen (LZV's of ecocombi's) in het kader van proefprojecten**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 26 mei 2016 betreffende treinen met langere en zwaardere voertuigen (LZV's of ecocombi's) in het kader van pilootprojecten, artikel 1, §§ 5 en 6;

Gelet op het besluit van de Waalse regering van 20 oktober 2016 inzake treinen met langere en zwaardere voertuigen (LZV's of ecocombi's) in het kader van proefprojecten.

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 oktober 2022;

Gelet op het rapport van 3 oktober 2022, opgesteld in overeenstemming met artikel 3, 2° van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgevonden en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen;

Gezien de communicatie aan de Europese Commissie op 21 februari 2023, in toepassing van artikel 5, § 1, van de richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en van de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij;

Gelet op het advies 72.678/4 van de Raad van State, gegeven op 11 januari 2023, in toepassing van artikel 84, § 1, alinea 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de minister van Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse regering van 20 oktober 2016 inzake treinen met langere en zwaardere voertuigen (LZV's of ecocombi's) in het kader van proefprojecten, wordt 3° vervangen door wat volgt:

“3° beheer: de Directie van de Regelgeving van de Verkeersveiligheid en de Wegcontrole van het departement van de Regelgeving en de Regulering van het Vervoer van de Waalse overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur;”

**Art. 2.** Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 3. § 1. De bestuurder van een LZV:

1° heeft een bewijs van geschiktheid om een LZV te besturen;

2° heeft ten minste vijf jaar ervaring met het besturen van een combinatie van een trekkend voertuig en een aanhangwagen waarvoor een rijbewijs C+E vereist is;

3° werd het recht niet ontzegd om een motorvoertuig te besturen als hoofdstraf gedurende meer dan vijftien dagen in de laatste drie jaar;

4° begrijpt ten minste één van de drie landstalen en kan zich daarin uitdrukken.

§ 2. Het verkeer van treinen met langere en zwaardere voertuigen is verboden wanneer het Koninklijk Meteorologisch Instituut het volgende aankondigt:

1° gladde of mistige omstandigheden, code oranje of rood;

2° wind, regen of storm met code rood.

§ 3. Wanneer de in § 2 bedoelde omstandigheden zich voordoen tijdens het vervoer of wanneer de toegestane reisweg niet kan worden gevolgd ten gevolge van een incident of een obstakel, moet de bestuurder, om zijn reis te kunnen voortzetten, de trein van voertuigen demonteren op een plaats waar dit mogelijk is zonder de veiligheid van andere weggebruikers in gevaar te brengen.

§ 4. De paragrafen 2 en 3 gelden onverminderd de voorschriften van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg”.

**Art. 3.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 3/1 ingevoegd, dat luidt als volgt:

“Art. 3/1. De bestuurder krijgt het bekwaamheidsattest beoogd in artikel 3, § 1, 1°, indien hij een opleiding heeft gevolgd en geslaagd is voor het examen. De minister bepaalt de voorwaarden met betrekking tot de inhoud van de theoretische en praktische opleiding en de organisatie van het examen.

De LZV-opleider stuurt de resultaten van de test naar de autoriteiten binnen vijf dagen na de datum waarop de bestuurder de test heeft afgelegd. De autoriteiten geven binnen de veertien dagen na de datum waarop de bestuurder de test heeft afgelegd een verklaring van geschiktheid af, waarvan het model door de minister wordt vastgelegd.

Het bewijs van bekwaamheid is onbeperkt geldig”.

**Art. 4.** In hetzelfde besluit wordt bijlage 1 vervangen door de aan dit besluit gehechte bijlage 1.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 6.** De minister bevoegd voor Mobiliteit wordt gelast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 oktober 2023.

Voor de regering:

De minister-president,

E. DI RUPO

De minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY

## Bijlage 1

### **"Bijlage 1 bij het besluit van de Waalse regering van 20 oktober 2016 inzake treinen met langere en zwaardere voertuigen (LZV's of ecocombi's) in het kader van proefprojecten**

#### **1. Cabine**

Het trekkende voertuig heeft een linkse besturing.

#### **2. Massa**

De maximale massa van de trein van voertuigen wordt verhoogd tot zestig ton op voorwaarde dat het goedkeuringsrapport voor het trekkende voertuig een dergelijke massa voor de trein vermeldt.

In het geval van een voertuigcombinatie bestaande uit een motorvoertuig, een eerste aanhangwagen of oplegger en een tweede aanhangwagen, komt de massa van de combinatie van vrachtwagen en eerste aanhangwagen overeen met de maximale massa's bedoeld in artikel 32*bis* van het technisch reglement motorvoertuigen.

In afwijking van artikel 32*bis*, 1.4.1.2 van de technische regelgeving, moet de massa gemeten onder de aandrijfassen van een LZV altijd ten minste 1/5e zijn van de totale beladen massa van het LZV.

#### **3. Categorie elementen en motor**

Trekkers voor aanhangwagens of opleggers zijn van categorie N3, zoals gedefinieerd in artikel 4 van Verordening (EU) 2018/858, vallen onder een EU- of nationale typegoedkeuring uitgereikt door een lidstaat van de Europese Unie en voldoen aan de minimale Europese emissienorm EURO VI.

De motor heeft een minimaal vermogen van vijf kW per ton.

De aanhangwagens en opleggers zijn voertuigen van categorie O3 of O4, zoals gedefinieerd in artikel 4 van Verordening (EU) 2018/858 en vallen onder een EU- of nationale typegoedkeuring uitgereikt door een lidstaat van de Europese Unie.

Het gebruik van cruisecontrol is verboden, behalve in het geval van adaptieve cruisecontrol.

#### **4. Assemblage**

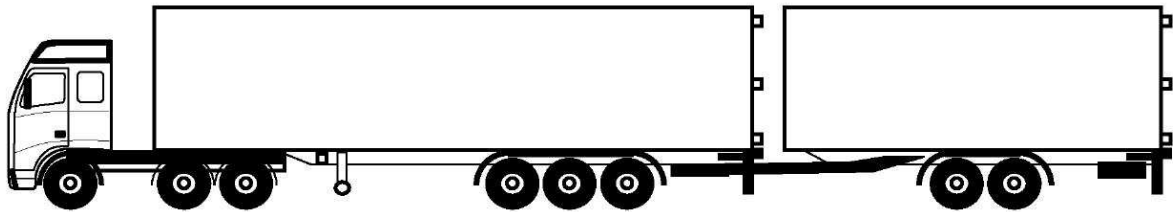
Een testrapport of certificaat betreffende de installatie van de koppelingsinrichting, uitgereikt door een erkend technisch laboratorium, dat garandeert dat de koppelingsinrichting voldoet aan het UNECE-reglement nr. 55, wordt voorgelegd om te certificeren dat de karakteristieke waarden van de koppelingsinrichtingen voldoende zijn voor de betreffende voertuigtrein.

De voertuigen afkomstig van de wegtrein kunnen afzonderlijk worden gebruikt in de combinaties die normaal zijn toegestaan.

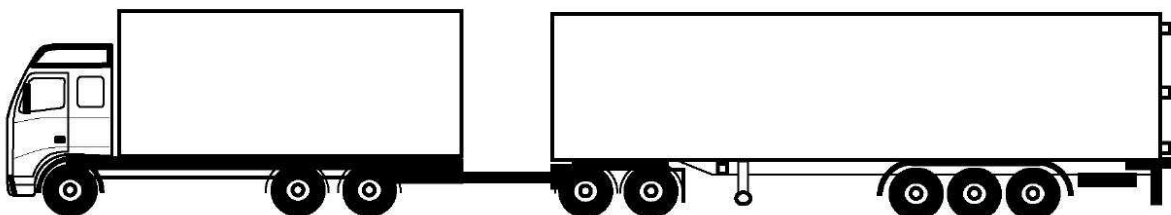
## 5. Mogelijke voertuigcombinaties en toegestane asconfiguraties.

Alleen de volgende combinaties kunnen worden gebruikt:

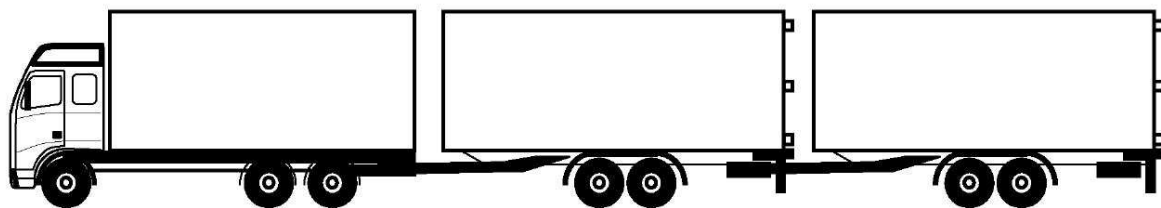
1° trekker - oplegger – aanhangwagen;



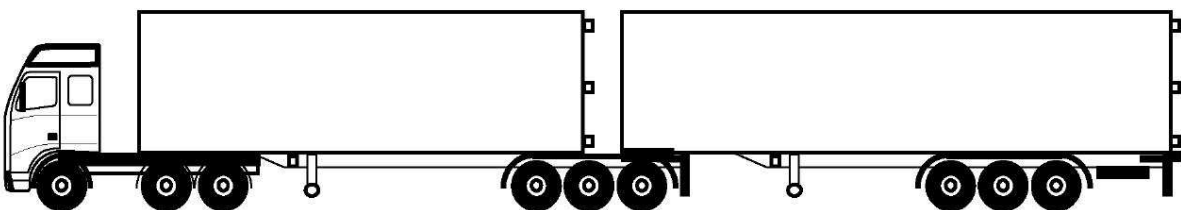
2° vrachtwagen - dolly - oplegger;



3° vrachtwagen - aanhangwagen - aanhangwagen;



4° trekker - oplegger - oplegger



## 6. Vracht

De totale ruimte voor de lading is minstens achttien meter lang.

Vervoer per LZV is verboden voor:

1° het vervoer van gevaarlijke goederen dat valt onder de Europese Overeenkomst betreffende het internationale vervoer van gevaarlijke goederen over de weg (ADR), ondertekend te Genève op 30 september 1957;

2° het vervoer van tanks die meer dan duizend liter kunnen bevatten;

- 3° het vervoer van levende dieren;
- 4° het vervoer van containers van vijfenveertig voet;
- 5° het vervoer van ondeelbare voorwerpen in de zin van het verkeersreglement voor uitzonderlijke voertuigen.

### 7. Markeringen

De wegtrein is uitgerust met retroreflecterende markeringen in overeenstemming met de vereisten van artikel 28, § 5 van het Technisch Reglement voor Motorvoertuigen.

Hij is ook uitgerust met extra achtersignalisatie-elementen zoals bepaald in artikel 28, § 4 van het Technisch Reglement van Motorvoertuigen.

Verlichtings- en lichtsignalisatie-elementen worden geïnstalleerd in overeenstemming met de voorschriften van het ECE-reglement nr. 48.

Bovendien moeten de volgende markeringen op de achterkant van het LZV staan:



Voor het bord wordt rekening gehouden met de volgende specificaties:

- a. De afmetingen zijn 1130 mm x 200 mm (+/-5 mm);
- b. De tekst in het pictogram luidt "EXTRA LANG"
- c. De letters zijn in het lettertype Helvetica neue.

Of



Voor de borden wordt rekening gehouden met de volgende specificaties:

- a. Ze hebben elk een afmeting van 565 mm x 200 mm (+/-5 mm);
- b. Ze vermelden in het pictogram de tekst "EXTRA LANG";
- c. De letters zijn in het lettertype Helvetica neue.

De markering is gemaakt met een geel retroreflecterend vlak van ten minste klasse 2, zoals bedoeld in het UNECE-reglement nr. 70, en een rode retroreflecterende rand van 40 mm (+/-1 mm).

### 8. Wendbaarheid en bochtenwerk

Een testrapport of certificaat dat de wendbaarheid en het nemen van bochten aantoont, uitgereikt door een erkend technisch laboratorium of door de fabrikant, moet op eerste verzoek aan de autoriteiten worden voorgelegd.



## 9. Brandstofverbruik

De wegtrein is uitgerust met een brandstofverbruiksmeter of boordcomputer die het brandstofverbruik tot op een tiende liter nauwkeurig meet.

## 10. Belastingmeter

De trein van voertuigen is uitgerust met een sensorsysteem aan boord dat tot op honderd kilogram nauwkeurig is en dat het beladen gewicht van het voertuig en de belasting op elke as aangeeft. De laadmeter wordt zowel in de bestuurderscabine als buiten de voertuigen afgelezen".

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse regering van 12 oktober 2023 tot wijziging van het besluit van de Waalse regering van 20 oktober 2016 inzake treinen met langere en zwaardere voertuigen (LZV's of ecocombi's) in het kader van proefprojecten.

Namen, 12 oktober 2023.

Voor de regering:

De minister-president,

E. DI RUPO

De minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/206577]

### 12 OCTOBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon désignant ORES Assets comme gestionnaire de réseau de distribution d'électricité pour le territoire de la commune de Philippeville

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, ci-après dénommé « le décret électricité »;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux gestionnaires de réseaux;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 janvier 2003 désignant l'intercommunale IDEG en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité pour le territoire de la commune de Philippeville, jusqu'au 26 février 2023;

Vu le transfert de plein droit de cette désignation en tant que gestionnaire de réseau de distribution à ORES Assets, par l'effet de l'article 10 du décret électricité, à la suite de la fusion de l'IDEG avec d'autres intercommunales par constitution d'une nouvelle société (ORES Assets), réalisé en 2013;

Vu l'avis relatif au renouvellement de la désignation des gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité et de gaz en Région wallonne, publié par le Ministre de l'Énergie au *Moniteur belge* du 16 février 2021;

Vu les lignes directrices CD-21e27-CWaPE-0033 relatives à la composition des dossiers de candidature à la désignation en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité en Région wallonne, émises par la CWaPE le 27 mai 2021;

Vu l'appel public à candidatures pour la gestion du réseau de distribution d'électricité sur son territoire, publié au cours de l'année 2021 sur le site internet de la commune de Philippeville;

Vu la délibération du 3 février 2022 du conseil communal de la commune de Philippeville, proposant la désignation d'ORES Assets en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité pour son territoire, à compter de l'échéance de la désignation en cours;

Vu le dossier de candidature d'ORES Assets à la désignation en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité pour le territoire de la commune de Philippeville, transmis à la CWaPE par courrier daté du 23 février 2022;

Vu les compléments d'informations apportés par la commune de Philippeville, par courrier daté du 13 avril 2022;

Vu l'avis CD-22e24-CWaPE-0902 de la CWaPE, rendu le 24 mai 2022 et réceptionné le 25 mai 2022;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> juillet 2022 prolongeant de deux ans la désignation en cours d'ORES Assets comme gestionnaire de réseau de distribution d'électricité pour le territoire de la commune de Philippeville;

Vu la délibération du 29 septembre 2022 de la commune de Philippeville proposant la désignation d'ORES Assets en tant que gestionnaire de distribution d'électricité pour son territoire, à compter de l'échéance de la désignation en cours;

Vu le dossier de candidature d'ORES Assets à la désignation en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité pour le territoire de la commune de Philippeville, transmis à la CWaPE par courrier daté du 28 juillet 2023;